

La Hongrie aux Hongrois

Yann Breault

Number 770, January–February 2014

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/70819ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Breault, Y. (2014). La Hongrie aux Hongrois. *Relations*, (770), 34–35.



La Hongrie aux Hongrois

Le gouvernement hongrois allie des réformes économiques audacieuses avec un discours et des pratiques nationalistes, autoritaires et xénophobes.

YANN BREAULT

L'auteur, docteur en science politique, est chargé de cours à l'UQAM

«**Q**ue Dieu bénisse les Hongrois»: cette courte incantation tirée de l'hymne national (adopté par la monarchie en 1903) n'est pas un vestige folklorique. Elle ouvre le préambule de la nouvelle Constitution de la Hongrie, dont l'adoption en novembre 2011 et les amendements subséquents suscitent la controverse. Depuis que son parti, le Fidesz, a remporté les élections d'avril 2010 avec près de 53% des voix, le premier ministre Viktor Orbán contrôle les deux tiers du parlement, ce qui lui donne les coudées franches pour transformer à souhait les fondations juridiques de l'État.

MYSTICISME ETHNOLINGUISTIQUE

À juste titre, l'attention des commentateurs a surtout porté sur la façon dont Viktor Orbán a transformé la Constitution pour en faire un outil de renforcement de son pouvoir politique. Faisant fi des critiques adressées par le Parlement européen, le régime a fait adopter, en mars 2013, un nouvel amendement à la loi fondamentale qui circonscrit dangereusement le pouvoir de la Cour constitutionnelle: celle-ci se

voit désormais empêchée de se référer aux jugements antérieurs à l'entrée en vigueur de la Constitution.

Pour Viktor Orbán, la manœuvre vise à bétonner sa vision politique de renouveau national et à l'empêcher d'être affaiblie par une jurisprudence portant encore les marques du passé communiste. Il s'agit aussi d'une stratégie d'alliance avec les pouvoirs religieux établis. La Constitution garantit toujours le droit à la liberté de religion, mais elle va plus loin en enfourchant plus fermement qu'avant une morale conservatrice, en interdisant, entre autres, l'avortement.

En ce qui a trait aux relations internationales, l'aspect le plus troublant réside dans l'affirmation d'une communauté ethnolinguistique hongroise. Car le préambule de la Constitution est explicite sur le fait que la «nation hongroise» n'est plus composée des citoyens de la république, mais bien des membres d'une communauté millénaire, réunis par la couronne de saint Étienne. Cette nation «déchirée par les orages du siècle dernier» doit maintenant pouvoir retrouver «son unité intellectuelle et spirituelle». Pour y parvenir, la loi fondamentale prévoit un devoir extraterritorial de protection des minorités hongroises, et même de soutien à leurs revendications autonomistes.

Depuis 2010, le pays célèbre annuellement le jour de l'unité nationale, dont la date coïncide avec la signature du traité de Trianon, en 1920, par lequel la Hongrie a été dépossédée des deux tiers de son territoire et des millions de Hongrois coupés de leur patrie. Les leaders de la diaspora des pays voisins y sont invités pour commémorer la tragédie de leur désunion politique. L'expression constitutionnelle



de ce «devoir d'ingérence» est d'autant plus irritante pour les États voisins qu'elle se conjugue avec l'adoption d'une loi sur la citoyenneté permettant à cette diaspora, depuis janvier 2011, d'obtenir le passeport hongrois.

PATRIOTISME XÉNOPHOB

Quant à la situation interne à l'égard des minorités nationales, elle ne contribue pas à apaiser les craintes vis-à-vis de la résurgence de l'ethnonationalisme. On remarque plutôt l'expression d'un patriotisme xénophobe de plus en plus ouvertement dirigé contre la minorité tsigane, dont les conditions de vie déplorables, causées par un taux de chômage dix fois supérieur à la moyenne nationale, sont bien moins dénoncées que les comportements antisociaux dont on l'accuse de toutes parts.

La haine contre ce groupe en pleine explosion démographique (qui compterait entre 8% et 10% de la population totale) est librement relayée par le Jobbik, parti d'extrême-droite, une force politique montante qui a obtenu près de 17% des voix aux élections de 2010. Ce parti contrôle des bourgades comme Gyöngyöspata, qui fait les manchettes en raison de ses parades dirigées par des brigades paramilitaires, circulant dans les secteurs habités par des familles tsiganes à qui l'on crie des injures.

Le gouvernement ne semble pas pressé de calmer le jeu. Non seulement tolère-t-il ces manifestations de xénophobie, mais il en rajoute en versant dans une sorte d'antisémitisme de moins en moins subtil, comme en





Compte tenu de l'endettement important du pays (80% du PIB annuel), le gouvernement doit composer avec une marge de manœuvre fort limitée pour relancer la croissance. Viktor Orbán en a d'ailleurs fait ses choux gras, en dénonçant la

politique monétaire de l'Allemagne. Non seulement s'oppose-t-il maintenant à l'inclusion de la Hongrie dans la zone euro, mais il plaide pour une véritable autonomie financière. Il s'est félicité de la fermeture des bureaux du Fonds monétaire international à Budapest, en août 2013, et s'est tourné vers les marchés asiatiques pour refinancer la dette du pays.

Pour retrouver cette autonomie, le premier ministre a posé, en novembre 2010, un geste pour le moins audacieux – même s'il n'était pas innovateur –, en transférant près de 15 milliards de dollars de fonds de pension privés dans le système de pension étatique. Dans l'objectif de renflouer les coffres vides de l'État, les entreprises étrangères ont aussi été mises à contribution et contraintes d'accepter une forte augmentation des impôts.

En prévision des prochaines élections législatives, prévues au printemps 2014, le premier ministre poursuit une croisade visant à augmenter le pouvoir d'achat des ménages par une diminution du coût de certains services. En décembre 2012, il imposait une première réduction de 10% des prix de l'électricité, du gaz et du chauffage. Quelques mois plus tard, en juin 2013, le parlement votait une baisse de 10% des tarifs exigés pour les aqueducs, les égouts et le ramassage des ordures. Plus récemment, Orbán décidait d'aller plus loin en exigeant, à compter de novembre 2013, une réduction supplémentaire de 11%. Dénonçant féroce-ment les profits trop importants que les compagnies de ce secteur auraient engrangés, il propose même de trans-

former celles-ci en organisations publiques à but non lucratif.

S'agit-il là de mesures populistes préélectorales? Rien n'est moins sûr. Il est vrai qu'au cours de son premier passage au pouvoir, entre 1998 et 2002, Orbán s'est fait connaître comme un néolibéral, partisan d'une politique de réduction des dépenses et de lutte à l'inflation. Mais son discours a considérablement évolué durant son passage dans l'opposition. Dans un manifeste publié en 2007, il a dénoncé le fait que le modèle néolibéral (systématiquement appliqué par la «gauche» lorsqu'elle était au pouvoir) stimulait l'individualisme au détriment de la solidarité dans la famille, le voisinage et la communauté. Il s'en est pris au capitalisme sauvage, allant même jusqu'à dire que la plus grande menace pour la nation venait du dogme de l'omnipotence du marché.

Manifestement, le régime souhaite expérimenter un modèle qui transcende le traditionnel clivage idéologique entre la gauche et la droite. L'austérité fiscale et les compressions dans les programmes sociaux se conjuguent avec une concentration du pouvoir et un interventionnisme économique accru. Défiant les forces néolibérales de l'Union européenne, une élite indigène s'attaque aux intérêts étrangers et cherche à reprendre le contrôle sur son destin économique. Si l'on peut voir d'un œil positif la perspective d'une certaine «décolonisation» économique, culturelle et politique, le discours légitimateur que tient le régime hongrois demeure cependant des plus inquiétants. Dans cet espace postcommuniste où d'autres États éprouvent les mêmes frustrations socioéconomiques, les appels au conservatisme religieux et au nationalisme ethnique risquent de trouver écho et de réveiller les démons endormis. ●

Viktor Orbán, lors de la campagne électorale de 2010.
Photo: PC/Bela Szandelszk

témoigne la réhabilitation de l'écrivain Joseph Nyíró, admirateur notoire de Goebbels, qui a retrouvé sa place dans le curriculum scolaire. Dans la mesure où le Fidesz cherche à séduire l'électorat d'extrême-droite, le caractère xénophobe du discours politique pourrait continuer de prendre de l'ampleur.

À cet égard, les deux lois controversées que le gouvernement hongrois a adoptées concernant les médias, en décembre 2010, risquent de lui servir: l'une a placé les canaux de télévision étatiques sous le contrôle direct du gouvernement; l'autre a créé un conseil des médias chargé de surveiller les journaux, la télévision, la radio et Internet. Ce conseil (principalement composé de membres du Fidesz) est habilité à imposer de lourdes amendes en cas de couverture «biaisée» ou «non respectueuse de la dignité humaine». Les journalistes doivent lui fournir sur demande leurs sources. En outre, les éditeurs sont maintenant forcés de lui dévoiler l'identité de leurs commanditaires.

STRATÉGIE POPULISTE?

Il faut garder à l'esprit que les choses ne se sont guère améliorées sur le front de l'économie et des inégalités, qui ont permis l'arrivée au pouvoir du Fidesz en 2010. La Hongrie peine à se remettre de la crise financière de 2008. Le malaise social perdure. La désillusion à l'égard du néolibéralisme reste profonde et touche de larges pans de la population¹.

1. Lire Attila Jakab, « La Hongrie : néolibéralisme et discours identitaire », *Relations*, n° 745, décembre 2010.